



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/28

17 janvier 1963

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES
MINORITES
Quinzième session
Point 6 de l'ordre du jour

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DU DROIT QU'A
TOUTE PERSONNE DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE
REVENIR DANS SON PAYS

Déclaration présentée par le Comité de coordination d'organisations juives,
la Commission internationale catholique pour les migrations, la Ligue
internationale des droits de l'homme, Pax Romana, la Ligue internationale
des femmes pour la paix et la liberté, l'Union mondiale des organisations
féminines catholiques et l'Union internationale de l'humanisme éthique,
organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

Reçue le 16 janvier 1963

L'"Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays" constitue, à notre avis, un apport vital à la cause des droits de l'homme et nous félicitons le Rapporteur spécial de son analyse minutieuse et objective. Les manifestations de tendances rétrogrades regrettables que révèle l'étude, dans un domaine touchant un droit fondamental de la personne humaine, mettent en évidence la nécessité d'une action nationale et internationale de l'ordre de celle que le Rapporteur spécial a proposée.

Nous avons été particulièrement frappés par certaines de ses observations, notamment les suivantes : les violations du paragraphe 2 de l'article 13 portent inévitablement atteinte à d'autres droits fondamentaux des victimes de ces violations, tels que le droit de fonder une famille, de rencontrer ses proches, de pratiquer sa religion ou de chercher asile contre la persécution; que la discrimination dans le domaine visé par cet article "est presque invariablement de nature indirecte", résultant de mesures administratives; que la forme de

63-01135

/...

discrimination la plus grave est peut-être celle qui consiste à empêcher tous les nationaux, à l'exception des membres d'un petit groupe de dirigeants de se rendre à l'étranger; que des limitations au droit de quitter un pays, par exemple celles qu'exigent des considérations de sécurité nationale ou d'intérêt national, ne doivent pas être imposées si ce n'est dans le cadre d'une politique générale permettant à toute personne de quitter un pays.

Nous sommes heureux que le Rapporteur spécial ait réservé une place importante à l'existence d'un recours efficace contre l'arbitraire et à l'abus du pouvoir discriminatoire des agents de l'Etat y compris le droit du requérant de "porter sa cause devant un organe indépendant et impartial".

Nous appuyons la suggestion du Rapporteur spécial tendant à ce que la Sous-Commission recommande aux gouvernements d'incorporer dans leur législation nationale le droit énoncé au paragraphe 2 de l'article 13 et nous espérons que la Sous-Commission formulera une série de principes sur la liberté et la non-discrimination dans le domaine de ce droit, dans le sens que le Rapporteur spécial a indiqué, principes qui serviront plus tard de base à des instruments régionaux et internationaux.

Nous approuvons tout particulièrement les suggestions du Rapporteur spécial au paragraphe 285 mentionnant que la procédure des rapports triennaux à la Commission des droits de l'homme pourrait offrir aux gouvernements l'occasion d'indiquer les progrès réalisés dans la voie lutte contre la discrimination dans ce domaine que le Secrétaire général pourrait soumettre périodiquement aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies pour observations et recommandations, les renseignements pertinents et que l'on pourrait faire appel aux organisations non gouvernementales pour obtenir d'elles des renseignements complémentaires.

Enfin, nous espérons que, comme l'a suggéré le Rapporteur spécial, la Sous-Commission proposera non seulement de faire imprimer le rapport mais aussi de diffuser les renseignements qu'il contient. Cette suggestion est particulièrement importante dans un domaine où à la différence de l'enseignement et de l'emploi, il n'existe pas d'institution spécialisée particulièrement compétente pour poursuivre une telle tâche. La Sous-Commission devrait donc suggérer les moyens de bien faire comprendre les renseignements et les idées qui figurent dans le rapport non seulement aux spécialistes, mais aussi au grand public dans les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.
